

## "Les États membres attendent avec impatience et inquiétude le compromis chiffré de la Présidence britannique" dans Bulletin Quotidien Europe (22 novembre 2005)

**Légende:** À l'approche du Conseil européen de décembre 2005, décisif dans la négociation sur les perspectives financières 2007-2013, le Bulletin Quotidien Europe décrit l'impatience et l'inquiétude des États membres en attente d'une proposition de compromis de la Présidence britannique.

**Source:** Bulletin Quotidien Europe. 22.11.2005, n° 9072. Bruxelles: Agence Europe S.A.

**Copyright:** (c) Agence Europe S.A.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"les\\_etats\\_membres\\_attendent\\_avec\\_impatience\\_et\\_inquietude\\_le\\_compromis\\_chiffre\\_de\\_la\\_pr esidence\\_britannique"\\_dans\\_bulletin\\_quotidien\\_europe\\_22\\_novembre\\_2005-fr-e49768b3-de1c-466a-ba02-35d844cc2610.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## UE/Perspectives Financières: les États membres attendent avec impatience et inquiétude le compromis chiffré de la Présidence britannique

Bruxelles, 21/11/2005 (Agence Europe) – Les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UE ont, lundi à Bruxelles, campé sur leur position, dans la négociation sur les perspectives financières 2007-2013, dans l'attente de la proposition de compromis que la Présidence britannique compte soumettre avant leur conclave du 7 décembre. Plusieurs pays se sont montrés pessimistes sur les chances d'aboutir à un accord au Sommet de décembre, face à la volonté affichée par la présidence de modifier le compromis présenté en juin par la Présidence luxembourgeoise (qui avait été accepté par 20 États membres). Une majorité de pays ont souligné qu'ils ne pouvaient pas aller au-delà de la proposition de la Présidence luxembourgeoise ; seuls les Pays-Bas, la Suède et la délégation du Royaume-Uni ont appelé à une modification substantielle du paquet de la Présidence luxembourgeoise. Certaines délégations, dont la France, le Portugal, la Hongrie ou la Belgique, ont estimé en substance (et avec des nuances) que la Présidence britannique porterait la responsabilité de l'échec des négociations et d'une crise si elle persistait à refuser toute concession sur sa « ristourne » budgétaire. « *La présidence va devoir prendre ses responsabilités: soit elle propose dans les prochains jours un paquet incluant un partage équitable des coûts de l'élargissement (...), soit elle nous condamne tous à l'échec, ce qui serait une très lourde responsabilité* », a averti le ministre français Philippe Douste-Blazy. Son homologue finlandais, Erkki Tuomioja, s'est montré quelque peu désabusé, cinq mois après le début de la Présidence britannique qui n'a toujours pas présenté de proposition chiffrée ; « *comme il n'y a rien de nouveau à dire, je ne dirai rien* », aurait-il lancé. Le Belge Karel de Gucht s'est même demandé si la stratégie britannique n'était pas de « *rechercher l'échec* ».

Sur le fond, les ministres ont rappelé leurs positions. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède ont rappelé le niveau excessif de leur contribution au budget qu'ils jugent, avec une position très dure des Pays-Bas. De nombreux pays (dont Italie, Espagne, France, Pologne, Portugal) ont estimé que le volume actuel du chèque britannique n'est plus justifié. Les discussions ont tourné assez court au sujet de la création des nouveaux Fonds proposés par la Commission (pour lutter contre les effets de la mondialisation) et l'Espagne (pour développer la recherche et l'innovation). La Suède et l'Allemagne ont rappelé qu'ils s'opposent à cette idée. Le projet de la Commission d'augmenter la part des dépenses de cohésion destinées à la compétitivité ont été critiquées par plusieurs pays. Au sujet de la modernisation du budget, plusieurs pays, dont France, Irlande, Grèce, Chypre et Slovaquie, se sont prononcés contre une révision des politiques communautaires avant la fin des prochaines perspectives financières, en 2013. L'Estonie, le Danemark et la Suède semblent soutenir la délégation (et/ou présidence : NDLR) britannique en faveur d'une réforme ambitieuse, et le plus tôt possible, des politiques (agricoles et de cohésion en particulier). La France a rappelé que la Politique agricole commune (PAC) avait été réformée à plusieurs reprises, contrairement au chèque britannique.

Lors de sa conférence de presse, Jack Straw a confirmé que les propositions de la présidence comporteront des « changements significatifs » par rapport au compromis de juin. Pour la Commissaire au budget, Dalia Grybauskaitė, le fait que la Présidence ait choisi de présenter ses propositions chiffrées au tout dernier moment peut constituer un « *problème sérieux* », car cela ne permettra peut-être pas aux délégations d'avoir suffisamment de temps pour les analyser avant le conclave du 7 décembre. Selon elle, le débat de lundi a démontré que « plus ou moins 22 délégations » appuient plus ou moins le compromis de la Présidence luxembourgeoise et que trois s'y opposent. « *Pour nous, le Conseil européen de décembre représente réellement un test pour la capacité de l'UE à prendre des décisions* », a ajouté la Commissaire, pour qui la Présidence britannique « a une lourde responsabilité ». Au sujet du chèque britannique, M. Straw a affirmé que le Royaume-Uni paie « beaucoup plus que la France, deux fois et demi plus, malgré le rabais ». Mme Grybauskaitė a répondu à M. Straw qu'il était « *dangereux de jouer aujourd'hui avec des chiffres, parce que les méthodes comptables que vous utilisez sont très différentes de celles utilisées par la Commission et les 24 autres pays membres* ». « *Entre 2007-2013, le chèque britannique risque d'augmenter de 64% sans changements, rien qu'en raison des coûts de l'élargissement, alors que le budget qui est proposé n'augmenterait que de 11% durant cette même période* », a fait valoir la Commissaire. « *Tous les États membres doivent bouger* » et pas seulement les Britanniques, a insisté Mme Grybauskaitė.

Mme Grybauskaitė a par ailleurs réfuté l'idée qu'en cas d'échec au Conseil européen de décembre, les 25

pourraient essayer de trouver un accord au moins sur l'enveloppe budgétaire des actions structurelles 2007-2013 afin de ne pas pénaliser les nouveaux pays membres qui risquent de ne pas bénéficier des fonds dès le 1er janvier 2007. *« Je ne pense pas qu'il soit possible de décider seulement sur une partie du budget. C'est un paquet, et il doit être approuvé comme un paquet »*, a-t-elle affirmé.